

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Partsch, Karl Josef, *Die zoologische Station in Neapel. Modell internationaler Wissenschaftszusammenarbeit*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1980, 369 p.

par Brigitte Schroeder-Gudehus

Études internationales, vol. 12, n° 4, 1981, p. 806-809.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701284ar>

DOI: 10.7202/701284ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

succès de faible portée que de sensibiliser les populations des pays développés aux problèmes du développement existant dans le Tiers Monde. Du point de vue de la coalition du Tiers Monde, les sessions des Nations Unies eurent pour effet d'en renforcer la cohésion tout en révélant l'ingénieuse division du travail qui s'était opérée, au fil des ans, entre le Groupe des 77 et le Mouvement des pays non alignés. Tandis que le premier forum servait, en effet, à élaborer la position commune des pays sous-développés en vue des négociations, le deuxième, lui, élaborait les grandes lignes de l'action à suivre tout en mesurant la portée des accords résultant des négociations. Le partage des tâches était donc relativement bien établi entre d'une part un organisme plutôt technique et, d'autre part, une organisation à caractère plus nettement politique.

C'est sur cette toile de fond que se déroula la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale. Présentée par ses instigateurs comme un moment important du dialogue Nord-Sud, la Conférence de Paris, forum plus restreint et plus technique, n'en aboutit pas moins à des résultats tout aussi peu concluants que ceux auxquels on en était arrivé dans le cadre des discussions aux Nations Unies.

Cet échec, suivi par ceux de la CNUCED à Nairobi et Manille, eut pour effet, entre autres, de rendre difficile le maintien de la cohésion de la coalition du Tiers Monde. La difficulté d'en arriver à un accord sur des sujets comme le Fonds commun et le Programme intégré des produits de base, les crises surgissant en Afrique et en Asie ainsi que le rôle de Cuba en Afrique contribuèrent à accroître les tensions au sein du Mouvement des non alignés. Au cours de cette dernière phase de l'évolution de la coalition, cette organisation ne semble plus en mesure de continuer son rôle de moteur de la coalition.

Quant au Groupe des 77, il continua les négociations dans le cadre de la CNUCED mais il devenait de plus en plus évident que là aussi le dialogue Nord-Sud était dans l'impasse. C'est pourquoi les pays-membres revinrent au thème du développement collectif autocentré qui avait été précisé plus avant à la conférence

de Mexico de 1976. Dorénavant, la *self-reliance* allait passer avant le dialogue Nord-Sud.

Le dernier chapitre de l'ouvrage, lui, traite de la politique étatsunienne face au dialogue Nord-Sud et montre que, malgré le discours changeant, la position des États-Unis est demeurée essentiellement la même. De Nixon à Carter, la stratégie américaine a consisté à s'opposer à la majorité des propositions faites par les pays sous-développés et à défendre le *statu quo* existant.

Voilà, me semble-t-il, l'essentiel des propos tenus par l'auteur. Il ne s'agit pas, l'on s'en sera rendu compte, d'une analyse articulée des thèmes et de la réalité des relations Nord-Sud. Nous avons plutôt affaire ici à une narration factuelle qui apprendra peu de choses aux spécialistes de la question d'autant plus que l'ouvrage est construit principalement à partir de sources secondaires facilement accessibles.

Cependant, le livre de Robert Mortimer peut s'avérer utile comme ouvrage d'introduction à l'étude des relations Nord-Sud. Car l'angle d'étude, essentiellement organisationnel, n'a certainement pas été épuisé par les travaux qui ont été publiés jusqu'ici sur le sujet. Écrit dans un style limpide et comportant en annexe une intéressante chronologie des plus importantes conférences groupant les pays du Tiers Monde depuis Bandoung, cet ouvrage m'apparaît tout à fait approprié comme référence à utiliser pour un cours de base sur les relations Nord-Sud.

Gordon MACE

*Département de science politique
Université Laval*

PARTSCH, Karl Josef, *Die zoologische Station in Neapel. Modell internationaler Wissenschaftszusammenarbeit*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1980, 369 p.

Un modèle? L'histoire de la Station zoologique de Naples telle qu'elle émerge de cet ouvrage impressionne plutôt par ce qu'elle a

de particulier, d'inimitable, que par ce qu'elle présente de typique, d'exemplaire, dans le domaine de la collaboration scientifique internationale. Fondée au début des années 1870 par un jeune zoologiste allemand, elle était une entreprise privée dont le seul lien avec les autorités publiques était à l'époque une concession de la ville de Naples concernant les terrains sur lesquels la Station était bâtie.

Anton Dohrn, né en 1840, élève de Haeckel, avait abandonné un début de carrière universitaire pour fonder un laboratoire de recherche en biologie marine sur la Baie de Naples. L'objectif de ce laboratoire n'était pas de développer son propre programme de recherches, mais d'accueillir des chercheurs de tous les pays et de leur offrir pour leurs travaux des conditions exceptionnelles : un site idéal, un équipement moderne et les bénéfices d'une inter-action féconde qui allait sans doute s'établir dans ce « congrès permanent » de savants éminents. Sur le plan scientifique, le projet de Dohrn s'est pleinement réalisé : la Station remportait un succès éclatant. Après quinze ans d'existence, elle avait déjà accueilli plus de cinq-cent chercheurs. D'année en année, l'excellence des conditions de travail devait se confirmer. La Station de Naples occupe une place importante dans l'histoire de la biologie.

Sur ce point l'auteur, juriste, renvoie le lecteur aux notes en bas de page. Il s'intéresse avant tout à la nature juridique de l'institution, aux fondements et à la pratique de son « internationalité ». La Station zoologique de Naples, était-elle et est-elle une organisation internationale ? La question est importante parce que jusqu'au-delà de la Première Guerre mondiale la Station n'avait cessé de devoir se défendre contre le soupçon d'être une tête de pont de la politique culturelle allemande. Depuis la consolidation du régime fasciste et au-delà de la Deuxième Guerre mondiale, elle semblait plus italienne qu'internationale, quoique – la direction passant de père en fils – elle conservât longtemps les caractéristiques d'une entreprise familiale.

Il était évident dès la fondation de la Station, que ni la fortune personnelle d'Anton Dohrn, ni les droits d'entrée de l'Acquarium

ouvert au public, ni encore la location des « tables de travail » ne pouvaient assurer financièrement l'équipement et le fonctionnement des laboratoires. La Station avait besoin de subventions directes. Tout au long de son histoire, la contribution de l'Allemagne était la plus importante, suivie de celle de l'Italie. Anton Dohrn, puis après sa mort en 1909, son fils Reinhard, s'efforçaient de diversifier les ressources. L'origine nationale des directeurs pouvant inspirer des doutes quant au caractère véritablement international de l'institution, il était d'autant plus important d'éviter que l'origine de son financement puisse en soulever d'autres. La tâche était délicate, parce qu'avant 1914 il ne manquait pas de voix à Berlin préconisant une prise en charge progressive de la Station par l'État allemand, un peu sur le modèle de l'Institut archéologique de Rome qui, privé au début du 19^e siècle, s'était graduellement transformé en institution publique, émargeant au budget du ministère des Affaires étrangères.

La Station résistait. Les directeurs successifs réussissaient un tour de force : tout en persuadant les bailleurs de fonds publics que les subventions servaient l'intérêt national, ils réussissaient également à les convaincre qu'une insertion plus directe dans les structures de l'administration culturelle était inutile, préjudiciable même, par la bureaucratisation qu'elle entraînerait. Cette argumentation, dont Anton et Reinhard Dohrn se servaient d'ailleurs aussi à l'endroit du gouvernement italien, était également celle qu'ils opposaient à toute suggestion d'ancrer l'internationalité de la Station plus formellement dans ses statuts par l'association, par exemple, de représentants des principaux pays ou organismes subventionnaires à certaines fonctions de la direction.

Mise sous tutelle administrative en 1915, menacée d'expropriation en vertu de certaines dispositions du Traité de Versailles, la Station fut finalement rendue à Reinhard Dohrn en 1923. Cette restitution était le résultat d'un compromis. Le statut de la Station était modifié : *Ente morale* selon le droit italien, elle était dirigée désormais par un Conseil d'administration, présidé par le maire de Naples. Reinhard Dohrn n'était plus directeur, mais

« conseiller délégué ». Il n'était plus question d'internationaliser l'institution plus formellement, en l'intégrant au système de la Société des Nations ou en faisant siéger au sein de son Conseil d'administration des représentants étrangers – suggestions qui avaient été présentées au cours des longs débats sur la restitution. À partir de 1922, l'heure était à l'italianisation.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la Station reprit ses opérations plus rapidement que cela n'avait été possible après la guerre précédente. Son comportement pendant la période fasciste valut à Reinhard Dohrn de ne pas être traité comme « ennemi ». Des tentatives d'internationaliser la Station échouèrent. Des rapports privilégiés avec l'UNESCO ou le Conseil international des unions scientifiques, par exemple, se révélaient ni rentables ni même praticables. En 1954, Reinhard Dohrn céda sa place à son fils Peter, comme lui biologiste et formé aux traditions de la Station. Il devait quitter son poste en 1967. À partir de 1974, la Station est régie par un nouveau statut, consacrant son intégration au système de recherche italien. La famille Dohrn conserve un siège sur le Conseil d'administration.

Un des changements qui allait le plus profondément affecter le caractère de la Station était le résultat des revendications de son personnel permanent. Dans la conception du fondateur, la Station – équipement et personnel – était entièrement à la disposition des chercheurs invités, – formule indissociable du style patriarcal de gestion qui, à la fin des années soixante, était devenu un anachronisme. Désormais, le personnel scientifique permanent est autorisé à développer ses propres programmes de recherche. Les statuts de 1974 essayaient également d'apporter une solution au problème de la représentation des bailleurs de fonds étrangers au sein des organes gestionnaires. À condition de contribuer à une certaine somme pendant un nombre d'années donné, ils ont le droit d'envoyer un représentant au Conseil d'administration où siègent déjà les délégués de certains ministères, du Conseil italien de la recherche, du personnel de la Station, etc.

Faisant le bilan de presque un siècle d'activités, l'auteur de l'ouvrage conclut sur un ton pessimiste : jamais les relations internationales de la Station n'étaient réduites à si peu de chose qu'à l'heure actuelle, le déclin se manifestant autant en termes de tables louées que de subventions étrangères. Selon la critique d'internationalité qu'il élabore, la Station est devenue une institution essentiellement italienne.

Confronté à une histoire qui couvre un siècle et se déroule simultanément sur de nombreux théâtres, l'auteur a décidé d'organiser son matériel selon les pays partenaires de la Station. Ainsi un chapitre traite-t-il des rapports avec l'Italie, un autre des rapports avec l'Allemagne, un autre encore des rapports avec l'Angleterre, et ainsi de suite. Le lecteur bénéficie ainsi d'une foule d'informations de détail, mais il risque d'éprouver des difficultés, s'il cherche à obtenir à travers les récits successifs une vue d'ensemble de l'évolution de la Station, de sa clientèle, de son financement, de sa fonction. Travail d'archives impressionnant, l'ouvrage fait le point sur l'histoire de cette institution en ce qui concerne ses aspects juridiques, constituant ainsi une mine de renseignements précis pour ceux qu'intéressent les statuts d'instituts de recherche à vocation internationale, l'organisation de leurs rapports avec l'État-siège et les garanties de gestion financière.

En ce qui concerne l'étude systématique de la coopération scientifique internationale ou la problématique des politiques et recherche, l'ouvrage soulève néanmoins plus de questions qu'il n'offre de réponses. Suggère-t-il de façon plus ou moins implicite des facteurs de succès et d'échec d'institutions de recherche scientifique ? Il trahit certes un parti pris très net – et non seulement au chapitre de la critique d'internationalité – pour l'internationalité, perçue comme une valeur en soi, un mode d'organisation intrinsèquement supérieur au mode d'organisation national. Sur la base de quelle évidence cette position est-elle prise, sinon l'hypothèse de l'efficacité supérieure de la collaboration internationale dans la recherche scientifique ? Le rétrécissement des relations internationales, le repli sur des activités essen-

tiellement nationales que l'auteur démontre dans le développement récent de la Station, l'éloignent sans doute des objectifs que le fondateur lui avait assignés. Cependant, faut-il les considérer, a priori, comme des indicateurs négatifs? Peut-être, mais tout dépend de la qualité, de la pertinence du travail effectué par rapport aux objectifs définis *hic et nunc*. C'est par rapport à la substance que se mesure l'efficacité d'institutions comme la Station zoologique. Il est possible qu'en fait le rétrécissement des relations internationales de la Station soit à la fois cause et reflet d'une baisse des activités, tant du point de vue qualitatif que du point de vue quantitatif. Encore aurait-il fallu le dire, l'expliquer, le démontrer – le laisser entrevoir au moins. L'auteur, bien sûr, a délibérément évacué le contenu proprement scientifique de son projet. On se demande, s'il n'aurait pas mieux servi son étude en suivant cette décision d'une façon un peu moins radicale. L'interdisciplinarité nous place devant des défis redoutables.

Brigitte SCHROEDER-GUDEHUS

*Institut d'histoire et de sociopolitique des sciences
Université de Montréal*

PECCEI, Aurelio – *100 pages pour l'avenir : réflexions du Président du Club de Rome* – Paris, Éditions Economica, 1981, 176 p.

Voici un ouvrage, de lecture facile, bien documenté, mais que je n'hésite pas à classer dans la catégorie « livres et films d'horreur ». On est terrorisé quand on les lit ou les voit; puis on oublie vite, d'autant plus qu'on a, à tort ou à raison, l'impression que le scénario est vraiment trop éloigné de la vie réelle.

Je ne veux pas dire que la critique de la situation actuelle du monde, faite par l'auteur, est inexacte; malheureusement non. Ce que je lui reproche, c'est primo de ne pas tenir assez compte du passé de l'espèce humaine, secundo de ne formuler pour l'avenir que des vœux pieux.

M. Peccei, pourtant, fait une remarque capitale au sujet de l'homme (pp. 54–55): « Son projet évolutif n'a pas été et ne peut pas être de se modifier biologiquement lui-même. Il est, au contraire, de modifier son environnement; et ceci l'oblige à une évolution culturelle continue ».

Je ne suis pas, mais pas du tout, persuadé que les autres espèces vivantes aient jamais eu un « projet évolutif de modification biologique » mais je ne veux pas entrer dans le grand débat Création – Évolution. Un fait est indiscutable: l'homme modifie son environnement. Cette modification est-elle la cause ou la conséquence d'un progrès culturel? c'est l'histoire de savoir qui a commencé: la poule ou l'oeuf.

Que l'homme contemporain, dans la modification de son environnement, en soit venu à maltraiter la planète, c'est indiscutable; et beaucoup plus de sagesse serait souhaitable. Il n'en demeure pas moins que la plupart des problèmes sont dus au fait que l'homme a su dominer la nature; je ne veux comme exemple que celui des grandes épidémies dont l'élimination a supprimé une des causes du « contrôle de la population ».

M. Peccei semble oublier que la nature est loin d'être un modèle rationnel. Elle pratique, sur une grande échelle, le désordre et le gaspillage des ressources et des vies; elle repose en grande partie sur la brutalité et la loi de la jungle; il semble même qu'elle ait pratiqué, bien avant l'homme, la destruction de certaines espèces, ne seraient-ce que les grands reptiles de l'ère secondaire.

Quant aux hommes primitifs, s'ils n'ont par trop détruit leur environnement, c'est en raison de leur faible nombre et non par sagesse. Quand je lis (p. 77) que « le bon sauvage de la forêt vierge ou le berger nomade en quête de paturages distinguaient mieux que nous l'utile et le nuisible », je m'étonne de la candeur de l'auteur. Habitants des forêts et des savanes n'ont que peu de respect pour leur cadre naturel; certains couperont un arbre pour avoir un seul fruit; d'autres laisseront des chèvres et moutons arracher toute herbe et dégrader le sol; les uns comme les autres